

LES COMMUNISTES DOIVENT-ILS PRENDRE LE POUVOIR ?

A quelques jours d'intervalle, Claude Bourdet, dans le *Monde*, et Victor Fay, dans *l'Express*, tous deux leaders de la gauche du P.S.U., ont fait paraître des études qui nous eussent moins étonnés sous la plume d'hommes de la droite de ce parti. Le premier texte est extrait des *Chemins de l'Unité*, livre de Claude Bourdet qui vient de paraître aux éditions Maspéro, le texte de Victor Fay est une critique de l'*Histoire du Parti bolchevique* de Pierre Broué. Victor Fay condamne la théorie de la révolution permanente et, en bonne logique, l'instauration d'un Etat prolétarien par les bolcheviks en 1917. Claude Bourdet attaque l'« irréalisme » et le « verbalisme » des « gauchistes » de 1945, et félicite Maurice Thorez de n'avoir pas conduit le P.C.F. à l'assaut du pouvoir. Cependant, une différence existe entre les deux textes : celui de Bourdet est pragmatique mais moins négatif que celui de Victor Fay, qui a la pureté stérile du dogmatisme refermé sur lui-même. 1917 n'est, pour nous, pas plus de l'Histoire que 1945.

Une seule idole : Kautsky

Victor Fay réclame un briseur d'idoles qui « s'attaque aux tabous trop longtemps respectés » et qui « établit la signification véritable du régime issu de la révolution de novembre 1917 ».

Que voilà un langage énergique et libre ! Nous ne savions pas, toutefois, que le trotskysme était un tel tabou dont le long respect pouvait impatienter les aspirants novateurs brimés.

Par ailleurs, il n'est pas besoin d'évoquer Méphisto si l'on veut des théories de la nature de l'U.R.S.S. à opposer à celle de l'Etat ouvrier dégénéré, élaborée par Trotsky et complétée par le mouvement de la IV^e Internationale en fonction des apports de l'histoire contemporaine. De telles théories existent à foison, et se ramènent en gros à deux : celle du capitalisme d'Etat (chère aux anarchistes avant que Staline ne l'utilise contre la Yougoslavie, en attendant que les Chinois ne la reprennent contre l'U.R.S.S. elle-même) et celle de l'impérialisme bureaucratique, c'est-à-dire de l'apparition d'un nouveau système historique de domination de classe, théorie qui, par elle-même, renvoie le marxisme au musée des socialismes utopiques (Burnham, Djilas, « Socialisme ou Barbarie »).

Il est vrai, hélas ! pour Fay, que les événements se chargent toujours de rendre caduques les variantes proliférantes de ces novations théoriques avant qu'aucune d'entre elles n'atteigne sa majorité. Le choix de Victor Fay semble aller au capitalisme d'Etat. C'est la plus faible des deux théories, celle qui ne tient ni à l'analyse économique, ni à l'analyse politique. Selon celle-ci, comme selon Fay, l'erreur des bolcheviks serait moins d'avoir pris le pouvoir que d'avoir voulu forcer les étapes historiques ; en somme de ne pas avoir remis ou partagé ce pouvoir avec la bourgeoisie, de n'avoir pas été, en un mot, des mencheviks.

D'avance, Broué a donné la réponse trotskyste à cette théorie : Si les bolcheviks n'avaient pas pris tout le pouvoir, ce n'est pas la démocratie bourgeoise idéale qui eût existé en Russie, mais une dictature militaire, probablement la plus effroyable que l'on eût vue jusqu'alors, un fascisme avant la lettre.

Est-ce là une pure spéculation, comme

le suggère Fay ? Non ! L'Histoire avait répondu avant 17, et les actes de Lénine en tiraient les leçons ; elle l'a confirmé depuis : quand les masses révolutionnaires remettent le pouvoir à la bourgeoisie, ou le partagent avec elle, la révolution est bien vite écrasée, et la violence de la réaction est toujours proportionnelle à la puissance de la vague révolutionnaire. En février 1848, les ouvriers parisiens donnent le pouvoir aux Lamartine et aux Ledru-Rollin ; quatre mois après, c'est le massacre de juin, la route est ouverte où passera Napoléon III. C'est de cette leçon que Marx a tiré des premiers principes de la théorie de la révolution permanente. Staline, conséquent avec son hostilité à cette théorie, oblige les communistes chinois de 1925 à 1927 à « partager » le pouvoir avec Tchang Kai-shek ; cela se résout par le massacre des communistes par leurs « alliés » et vingt-deux ans d'une des pires dictatures des temps modernes. Autre variante : l'Espagne de 1936, la direction de la guerre civile confiée aux bourgeois flanqués de quelques otages « ouvriers » : un an après, c'est le massacre de Barcelone, puis la défaite, et déjà vingt-cinq ans de Franco.

Inversement, comment peut-on méconnaître aujourd'hui que, sans l'existence de l'U.R.S.S. (et en dépit de la dictature de Staline) aucune autre révolution n'aurait pu, sinon vaincre, du moins survivre, de celles qui ont suivi la seconde guerre mondiale ; ni celle de Yougoslavie, ni celle de Chine, ni celle de Cuba, ni celle d'Algérie.

Il est vrai que Victor Fay étend logiquement à la Chine la condamnation de la tentative socialiste, donc de la prise du pouvoir dont elle découle en fonction de la théorie de la révolution permanente, que les Chinois appliquent sous le nom de révolution ininterrompue, pour... n'avoir pas à payer de droits d'auteur. Il est probable que la désapprobation de Fay doit porter encore davantage sur Cuba et l'Algérie.

De ce que nous savons de sa lutte à l'intérieur du P.S.U., nous déduisons que Victor Fay est partisan de l'instauration du pouvoir socialiste en France. De là deux conclusions s'imposent :

1^o Que loin d'être un novateur, Victor

Fay reste au contraire figé sur le schéma dogmatique que les kautskistes voulaient faire passer pour du marxisme, et selon lequel le socialisme ne peut commencer à s'établir qu'à partir des pays économiquement avancés.

2^o Qu'aussi extraordinaire que cela paraisse, la question posée par V. Fay dans son article : « Que signifie la théorie de la révolution permanente de Trotsky ? » n'est par un artifice de style, mais l'ex-

Les pièges du « réalisme »

Claude Bourdet, lui, pourfend le confusionnisme. Il part d'une situation donnée, coupée dans le vif de l'Histoire, celle de 1945, où le P.C.F. lui apparaît comme prisonnier d'une contradiction : son modèle de révolution est l'U.R.S.S. de Staline. Les résistants « non-communistes » ne veulent pas de ce socialisme. Mais le P.C.F. ne comprend pas que le changement qu'il doit opérer en lui c'est la rupture avec Moscou et ses méthodes. C'est un malentendu. Mais, d'ailleurs, le P.C.F. eût-il compris cette nécessité, il n'eût pas eu le temps d'effectuer sa transformation. Donc, Maurice Thorez, en réaliste, a eu raison de prononcer le discours d'Ivry, appelé au désarmement des ouvriers, à « une seule armée, une seule police, une seule administration », et les Russes, s'ils l'ont conseillé (sic) ont eu raison de le détourner de la voie révolutionnaire.

A ce schéma, Bourdet oppose le schéma des « gauchistes » : ils auraient reproché au P.C.F. de « n'être pas plus dur », « pas plus révolutionnaire », et de ne pas commencer la révolution qu'il était en mesure de faire.

Notre P.C.I. étant la seule opposition de gauche de cette époque, force nous est de nous reconnaître dans cette caricature.

Mais la vérité nous oblige à dire que notre critique du P.C.F. n'a jamais été celle d'« ultras », de chiens de berger mordant les mollets du troupeau communiste pour qu'il aille seulement un peu plus vite. Elle était et demeure plus fondamentale. Nulle part dans nos écrits de l'époque, on ne trouvera une critique aussi impressionniste que celle-ci : le P.C.F. est un parti **pas assez** révolutionnaire. Notre critique faisait alors la démonstration de ce que la politique de ce parti était stalinienne, c'est-à-dire objectivement contre-révolutionnaire. La nature du stalinisme échappait sans doute alors à Bourdet, et il ne semble pas très bien la comprendre encore aujourd'hui avec ses doutes sur les « conseils » que les Soviétiques donnaient **peut-être** au P.C.F.

Bourdet oublie que Thorez, pour prononcer son discours d'Ivry, fut rappelé de Moscou par de Gaulle, et que le désarmement des milices et l'« amalgame »

pression d'une incompréhension. Effectivement, il ne sait pas qu'il s'agit de la stratégie fondamentale de la révolution à notre époque, et c'est pourquoi il méconnaît à ce point le caractère anti-impérialiste décisif de la révolution coloniale d'aujourd'hui, qui paie un prix effroyable le retard de la révolution des pays avancés, mais n'en est pas moins objectivement le facteur principal qui rend de nouveau celle-ci possible.

des F.T.P. dans l'armée de Juin et autres « démocrates » était prévu comme contrepartie de l'alliance franco-soviétique. Il oublie que ce de Gaulle qui ne lui apparaissait pas alors comme un homme de droite (il l'avoue honnêtement) était dénoncé depuis longtemps comme tel par les gauchistes que nous sommes ; mais que de Gaulle, savait, lui, être un homme de droite, et que c'est lucidement et cyniquement qu'il « utilisa » les hommes du P.C.F. comme il l'expliqua plus tard dans ses *Mémoires de Guerre*. Bourdet veut ignorer les ignobles marchandages de partage de l'Europe à Yalta et Potsdam, pourtant avoués sans vergogne depuis par leurs protagonistes occidentaux.

Le confusionnisme commence à partir des bases objectives de l'analyse. Thorez et ses équipiers ne cherchaient pas plus la voie de la révolution par leurs propres forces que celle de l'union de tous les socialistes : ils avaient mission de déposer le pouvoir aux mains de la bourgeoisie, et de remettre son appareil de production en bon état de marche (« produire d'abord, revendiquer ensuite », « la grève est l'arme des trusts »), parce que tels étaient les ordres de Staline pour l'exécution loyale des accords de brigands conclus avec les impérialistes. Et il ne s'agissait pas d'une « tactique » comme le pensaient les militants communistes de base. André Marty put nous confier avant sa mort qu'il avait réclamé à Staline la reconstitution du Komintern et que celui-ci lui avait répondu qu'il n'en était besoin. Marty insista, disant : mais le Komintern est nécessaire pour que nous ayons un prolétariat européen révolutionnaire. Staline trancha : « Nous n'avons pas besoin d'un prolétariat européen révolutionnaire ».

Ceci nous montre Bourdet, et ses pairs, comme des naïfs au milieu de cyniques, et les gauchistes trotskystes comme les seuls qui donnèrent, au fil des événements, une analyse lucide de la situation.

Mais au confusionnisme de Bourdet sur les données de base s'ajoute son incompréhension de la stratégie révolutionnaire de la IV^e Internationale et de sa section française. Nous ne nourrissons aucune illusion sur la capacité du P.C.F. à redevenir révolutionnaire ; notre revendication adressée au P.C.F. (et au P.S.) d'avoir à prendre

L'évolution de la structure sociale en France (II)

DEPERISSEMENT DE LA PETITE-BOURGEOISIE

Les théoriciens du néo-réformisme s'emploient à démontrer le déperissement de la classe ouvrière et à justifier ainsi l'abandon des voies révolutionnaires. Nous avons vu, dans un précédent article, qu'en réalité il n'en était rien. Cependant, il existe incontestablement des modifications en cours dans la société capitaliste en France. Ces modifications conduisent à un accroissement modéré du pourcentage des ouvriers d'industrie, à un accroissement plus important des employés, mais aussi à la régression d'une série de couches petites-bourgeoises, et à l'extension de la couche des ingénieurs et cadres. Mais il est étrange de vouloir projeter les courbes enregistrant ces modifications, sans comprendre que l'on va arriver à un nouveau palier des structures sociales.

Tenons-nous en à deux exemples montrant les limites de la restructuration en cours : il est désormais techniquement possible, ou à peu près, de construire de façon automatisée des automobiles. Mais considéré dans des termes capitalistes, cela signifierait la certitude d'un marché maintenu et très large, permettant un amortissement très court. Ce frein à l'automatisation généralisée en régime capitaliste, même sur la base d'une consommation élargie, a été suffisamment étudié pour qu'il soit inutile d'y revenir maintenant.

Par contre, l'automatisation du travail de bureau, aux possibilités énormes, qui ne pose pas du tout les mêmes problèmes économiques, est un facteur qui doit limiter l'extension des employés dans un temps plus ou moins proche.

Ces deux contradictions ne font qu'exprimer le fait que ce n'est que la force de travail qui produit la valeur et non pas les machines ou les employés.

Ces causes, comme le ralentissement prévisible de l'expansion, laissent penser que les transformations en cours devraient aboutir à un nouveau niveau d'équilibre relatif. Ceci dit, l'évolution en cours devrait se poursuivre quelque temps.

COUCHES MOYENNES ET PETITE-BOURGEOISIE

La société capitaliste est essentiellement caractérisée, en ce qui concerne les structures sociales, par l'existence des deux classes antagonistes que sont le prolétariat et la bourgeoisie. Mais celle-ci est extrêmement hétérogène. Entre les couches décisives du grand capital et le petit patron qui emploie 8 ou 9 personnes, la différence est considérable. En effet, entre le grand capital et le prolétariat, existe une masse plus ou moins importante de couches intermédiaires, véritable tissu conjonctif de la société capitaliste.

Cependant, l'appellation à la mode de « couches moyennes », tend à dissimuler que ces secteurs intermédiaires sont généralement partie intégrante de la petite-bourgeoisie, que la propriété privée directement ou indirectement conditionne leur statut social.

Ce n'est sans doute pas le cas des techniciens, et moins encore des instituteurs, que l'on doit assimiler à des secteurs privilégiés de la classe ouvrière.

Par contre, les ingénieurs et cadres doivent une large part de leur revenu à une redistribution de la plus-value extorquée au prolétariat. Certains apologistes des technocrates veulent en faire des exploités. Ils s'appuient pour cela sur les passages du Capital où Marx décrit comment dans le système capitaliste, le salaire intègre la reconsti-

tution ou l'élargissement des connaissances techniques. En d'autres termes, un manoeuvre n'est payé que pour le maintien et la reproduction de sa force de travail brut. Cependant qu'un ouvrier qualifié reçoit en outre les moyens d'assurer à ses enfants un niveau de culture semblable au sien. Bien entendu, tout ceci ne peut être ramené à un cas isolé, mais doit être considéré globalement au niveau de la société.

Marx n'a jamais prétendu qu'un tel système avait une nécessité permanente, en dehors du monde capitaliste. Mais de surcroît, il est impossible de prétendre que les privilégiés des ingénieurs et cadres répondent à cette seule nécessité.

Aujourd'hui, un manoeuvre touche 500 F par mois environ. Un ingénieur de 35 ans, âge approximatif où il doit assurer à ses enfants la transmission de son acquis culturel, perçoit au minimum 2.000 F. La différence est trop évidente considérée à ce niveau élémentaire pour ne pas admettre qu'en réalité les ingénieurs qui perçoivent généralement beaucoup plus que cela, s'ils sont des salariés, voient en plus dans leur salaire des avantages qui tiennent davantage à leur rôle d'intermédiaire entre le prolétariat et le grand capital. On peut s'interroger si l'élargissement considérable des besoins, les efforts étatiques faits pour y répondre, ne vont pas conduire, à une échéance plus ou moins lointaine, un abaissement relatif du statut des ingénieurs. Mais quelle que soit cette tendance, ces privilèges accordés par le capitalisme opposé à la perspective égalitaire de la révolution, font des ingénieurs une couche soutenant généralement le capitalisme qu'il n'est pas possible, en tout cas, de considérer comme devant jouer un rôle d'avant-garde dans les réformes qui s'imposent désormais objectivement.

L'AMENUISEMENT DE LA PETITE-BOURGEOISIE

La première constatation que l'on peut faire, c'est le déperissement général de la petite-bourgeoisie. De 1954 à 1962 les couches moyennes dans l'acceptation que nous en donnons ici — ont décliné de 9 %, ne représentant plus que 38,1 % de la population active contre 42,2 %.